



Réunion informelle de l'Assemblée générale

La situation en République arabe syrienne, y compris les développements sur la mise en œuvre de la résolution 2254 (2015), sur la situation humanitaire et sur les droits de l'homme

Briefing par le Secrétaire général

New York, le 30 mars 2021

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie le Secrétaire général pour sa présentation.

A son arrivée en Syrie la semaine dernière, le président du CICR, Peter Maurer, a exprimé son inquiétude face aux sombres perspectives. Selon lui, « l'ampleur de la souffrance est énorme et maintenant exacerbée par une crise économique paralysante et la COVID-19. »

Nous devons urgemment remédier à la souffrance et trouver une résolution pacifique au conflit selon les trois priorités suivantes :

Premièrement, nous avons besoin d'une **solution politique**. En tant qu'hôte du processus de paix, la Suisse a facilité la tenue de cinq réunions du comité constitutionnel à Genève et reste disponible à poursuivre cet engagement. Un processus mené par l'ONU sur la base de la résolution 2254 du Conseil de sécurité est essentiel pour parvenir à une solution politique inclusive et négociée. La Suisse appelle toutes les parties au conflit et les Etats exerçant leur influence sur elles à s'engager dans ce but. Afin de contribuer à un processus de paix inclusif, la Suisse - en coopération avec le Bureau de l'Envoyé spécial - a conçu la plateforme « Civil Society Support Room » permettant la participation de plus de 400 représentants de la société civile syrienne, dont de nombreuses femmes.

Excellences, comment unir davantage la communauté internationale derrière le processus de paix onusien en vue de progrès tangibles ?

Deuxièmement, le **droit international** doit guider tous les efforts. La Suisse appelle toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations en vertu du droit international. Justice doit être rendue à tous les individus qui ont souffert et continuent de souffrir de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par toutes les parties au conflit. C'est pourquoi la Suisse est une fervente défenseuse du

Mécanisme international, impartial et indépendant (IIIM) et encourage sa collaboration avec les organisations de la société civile syrienne. Grâce à leurs efforts ainsi qu'au travail de la Commission d'enquête et de procureurs nationaux, les premières procédures pénales sont en cours. Il s'agit de la première étape dans le processus de réconciliation, mais le chemin est encore long. Nous réitérons notre appel au Conseil de sécurité à déférer la situation en Syrie à la Cour Pénale Internationale.

Troisièmement, nous devons impérativement remédier à la **situation humanitaire désastreuse**. La Suisse y répond par le plus grand engagement humanitaire de son histoire. Depuis 2011, nous avons fournis plus de 520 millions de dollars¹ pour soutenir les victimes du conflit syrien dans toute la région. Aujourd'hui, la Suisse annoncera à Bruxelles un soutien additionnel pour 2021. L'aide doit parvenir à toutes les personnes dans le besoin. Toutes les modalités d'accès – à travers les lignes de conflit, transfrontalières et régulières – sont nécessaires. Nous exhortons le Conseil de sécurité de renouveler la résolution 2533 afin de permettre l'acheminement de l'aide transfrontalière à des millions de Syriennes et Syriens dans le Nord-Ouest.

Monsieur le Président, Excellences,

Le long de ces trois axes, un regain de l'engagement international est nécessaire pour réaliser de réels progrès vers une paix durable.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Switzerland thanks the Secretary-General for his briefing.

Upon his arrival in Syria last week, the president of the ICRC, Peter Maurer, expressed concern regarding the grim outlook. According to him "the scale of the suffering is enormous and now exacerbated by a crippling economic crisis and COVID-19."

We must urgently remedy the suffering and reach a peaceful resolution of the conflict along the following three priorities:

First, we need a **political solution**. As host of the peace process, Switzerland facilitated the venue of five meetings of the constitutional committee in Geneva and stands ready to continue this commitment. A UN-led process on the basis of Security Council Resolution 2254 is essential to reach an inclusive and negotiated political solution. Switzerland calls on all parties to the conflict and States exercising their influence on them to commit to this goal. In order to contribute to an inclusive peace process, Switzerland – in cooperation with the Office of the Special Envoy – designed the Civil Society Support Room allowing for the participation of more than 400 Syrian civil society representatives, including many women.

Excellencies, how can we further unite the international community behind the UN peace process for tangible progress?

Second, **international law** must guide all efforts. Switzerland calls on all parties to the conflict to respect their obligations under international law. Justice must be achieved for all those who have suffered and continue to suffer from human rights and international humanitarian law violations committed by all parties to the conflict. This is why Switzerland is a firm supporter of the IIIM and promotes its collaboration with Syrian civil society organizations. Thanks to their efforts, as well

¹ 522 million de francs suisses

as the work of the Commission of Inquiry and national prosecutors, the first criminal processes are under way. This is a first step for the reconciliation process, but more needs to be done. We reiterate our call to the Security Council to refer the situation in Syria to the International Criminal Court.

Third, we must imperatively remedy **the dire humanitarian situation**. Switzerland is responding with the largest humanitarian commitment in its history. Since 2011, we provided more than 520 million USD² to support the victims of the Syrian conflict across the region. Today, Switzerland will announce in Brussels further support for 2021. Aid must reach all those in need. All access modalities – crossline, cross-border and regular programming – are required. We urge the Security Council to renew Resolution 2533, to allow cross-border aid to be delivered to millions of Syrians in the Northwest.

Mr. President, Excellencies,

Along these three axes, a renewed international commitment is necessary to achieve real progress towards lasting peace.

Thank you.

² 522 million Swiss francs